

PROJET DE SABOTAGE DE BAYREUTH (DIETER S.) POUR LE COMPTE DU RENSEIGNEMENT RUSSE

Le ressortissant germano-russe Dieter S., arrêté à Bayreuth en avril 2024, a effectué des repérages d'installations militaires américaines, d'une gare de chargement ferroviaire et d'un fabricant lié à l'armement en Bavière, et a évoqué des attentats à l'explosif et des incendies criminels pour le compte d'un service de renseignement russe. Deux complices l'ont aidé.

UKRAINE EVIDENCE HUB
AU-DELÀ DE L'UKRAINE
AU 15 OCT. 2026

DEGRÉ DE PREUVE

DÉCISION DE JUSTICE

Une juridiction, la Cour européenne des droits de l'homme ou une enquête publique judiciaire a conclu à la responsabilité de la Russie ou de ses agents.

QUI L'A ÉTABLI

Le Procureur général fédéral a mis en accusation trois accusés le 9 déc. 2024 (communiqué du 30 déc. 2024) ; le tribunal régional supérieur de Munich (OLG München) a condamné Dieter S. à six ans le 30 oct. 2025 ; ses complices ont été condamnés avec sursis.

DERNIÈRES NOUVELLES

Jugement de première instance du 30 oct. 2025 ; caractère définitif / état de l'appel non confirmé dans les sources disponibles.

LIEN AVEC LA GUERRE CONTRE L'UKRAINE

Selon le parquet, les attaques prévues visaient à saper le soutien militaire allemand à l'Ukraine.

SOURCES

- B** Procureur général fédéral allemand : Mise en accusation pour espionnage et sabotage pour le compte des services de renseignement russes · 2024-12-30
<https://www.generalbundesanwalt.de/SharedDocs/Pressemitteilungen/EN/2024/Pressemitteilung-vom-30-12-2024-engl.html>
- C** The Local : Un Germano-Russe condamné à six ans de prison lors du procès pour sabotage à Munich · 2025-10-30
<https://www.thelocal.de/20251030/german-russian-jailed-for-six-years-in-munich-sabotage-trial>

CE QUE NOUS DEMANDONS DES ÉTATS MEMBRES

- Traiter le sabotage sur votre territoire comme faisant partie de la guerre de la Russie contre l'Ukraine et ceux qui la soutiennent.
- Partager les preuves par-delà les frontières ; soutenir Eurojust et les équipes communes d'enquête.
- Sanctionner les unités du GRU et les recruteurs à l'origine des opérations.

Le statut suit quatre degrés de preuve : décision de justice · attribution officielle · mis en accusation · soupçonné (les cas soupçonnés ne figurent que sur la page en ligne). Niveau A = juridictions, organes de l'ONU, organisations internationales · B = gouvernements, parquets · C = médias et enquêteurs. Rectificatifs : evidence@ukraine-evidence.org



page en ligne ·
rectificatifs